

pas être davantage convaincue de recevoir le traitement qui lui convienne car, en réalité, à la suite de la déclaration du ministre relative aux augmentations gigantesques dans les dépenses, les emprunts, la dette et les impôts, les titres de l'État ont accusé dès le lendemain du discours budgétaire, des signes de fléchissement. Je dirai au ministre que son dernier budget, pas plus que les autres déclarations financières précédentes, n'a réussi à éclairer le pays sur les intentions du ministre et du gouvernement à l'égard de ces questions importantes.

Voilà l'accusation que nous avons portée contre le gouvernement actuel, mais je ne m'attendais pas que pareille accusation puisse émaner du principal journal favorable au gouvernement conservateur à Toronto. En effet, samedi, après avoir examiné le budget, voici ce que déclarait le *Globe and Mail* de Toronto:

Le gouvernement actuel à Ottawa n'a pas encore réussi à mettre au point un programme fiscal. Il ne fait que se débattre dans le dessein d'obtenir les deniers nécessaires à l'administration du pays pour une période de douze mois,—c'est-à-dire les deniers nécessaires à la réalisation de ses engagements accumulés, et aux dépenses prévues par ses divers ministères.

Nous avons dit déjà que le déficit budgétaire de l'an dernier n'avait pas été prévu, mais qu'il s'était produit tout simplement. Nous répétons que les nouveaux impôts et le déficit important de cette année sont encore une fois le résultat d'une longue série de décisions qui ont manqué de coordination. Je sais que le ministre aimerait que nous croyions le contraire. Il aimerait que nous pensions que tout cela fait partie d'un plan financier d'ensemble. Cependant, j'ai l'impression que les faits jouent contre lui. Pendant trop longtemps, dans les questions de ce genre, le ministère n'a pas prévu à l'avance. Ses décisions ont été prises au petit bonheur, et le ministre n'avait d'autre choix que de tirer le meilleur parti possible d'une politique de tâtonnement, qui manquait totalement d'ampleur de vues. Le fait qui saute aux yeux, c'est que le ministère persiste à tenir la population dans l'ignorance de ses véritables intentions. Le résultat, c'est que la confusion et l'incertitude planent toujours. C'est pourquoi le pays manque de confiance, du point de vue financier, envers le gouvernement.

Comme nous le savons, il s'est produit dès le début des conflits entre des membres importants du cabinet à propos du plan et de l'intention du gouvernement en matière de politique fiscale. Pendant la campagne électorale de 1957, le ministre des Finances s'est montré, aussi manifestement et énergiquement que le premier ministre, en faveur de la

possibilité d'augmenter les pensions de vieillesse, de verser des paiements plus élevés aux provinces et aux municipalités, de réduire l'impôt sur le revenu et la taxe sur les automobiles, bref, de réaliser toutes ces choses et d'en arriver tout de même à un budget équilibré. Cette intention nous paraît évidente, d'après un grand nombre d'extraits de discours que nous pouvons tous consulter. Le premier ministre a dit en 1957, à Vancouver, ce qui suit:

Les libéraux disent qu'ils ne peuvent augmenter les pensions tout en réduisant les impôts. Mettez-nous à l'essai et vous verrez.

Nous savons évidemment tous avec quelle indignation et quel mépris il savait faire des affirmations de ce genre. Cependant, voici ce que je veux dire: même après six ou sept mois passés au pouvoir, le premier ministre nous a-t-il donné la moindre indication que, siégeant maintenant de l'autre côté de la Chambre, il connaissait un peu mieux les faits au sujet de la politique financière, qu'il avait une meilleure connaissance de la réalité financière? Au contraire, monsieur l'Orateur, voici ce que nous avons constaté: six ou sept mois plus tard, après des déclarations de ce genre, qui pourraient être quelque peu excusables au cours d'une campagne électorale, le critique financier siégeant de ce côté-ci de la Chambre a demandé au premier ministre ce qu'il en était de la fameuse déclaration réitérée si souvent, c'est-à-dire qu'il serait possible de procéder à 500 millions de dollars de réduction sur les impôts, soit \$120 pour chaque homme, femme et enfant du pays, et ainsi de suite, et pourquoi les propositions du ministre des Finances avaient été aussi maigres en comparaison. Le 20 janvier 1958, ainsi qu'en fait foi la page 3693 du *hansard*, le premier ministre affirmait qu'il avait accompli beaucoup, et voici le dialogue qui s'est engagé:

Nous avons réduit les impôts...

L'hon. M. Sinclair: De combien?

Le très hon. M. Diefenbaker: ...pour stimuler...

L'hon. M. Sinclair: De combien?

Le très hon. M. Diefenbaker: Ils demandent de combien, monsieur l'Orateur.

L'hon. M. Sinclair: Vous aviez promis 500 millions de dollars.

Le très hon. M. Diefenbaker: Quand nous aurons l'autorité nécessaire, nous le ferons.

Nous savons que le premier ministre a reçu l'autorité nécessaire en peu de temps. Il dispose maintenant ici d'une majorité considérable. Nous nous demandons parfois s'il ne s'agit pas d'une majorité qui est à ses ordres. Néanmoins, voilà ce qu'il maintenait alors. Même après sept ou huit mois de pouvoir, il maintenait encore que son affirmation était motivée. Or, nous savons ce qui s'est passé. On a persuadé le public qu'avec pareille clairvoyance le gouvernement pouvait